pement et l'approvisionnement en matières premières.

Le Japon

En 1973, un dialogue régulier s'est engagé entre la Commission et le Japon. Des échanges de vue ont eu lieu à tous les niveaux sur les problèmes commerciaux et la Commission cherche à multiplier ces consultations pour déborder du cadre des questions purement commerciales. Par exemple, des discussions sur l'environnement ont déjà eu lieu, au niveau le plus élevé.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande

La Communauté et le gouvernement de ces deux pays sont convenus d'établir des modalités de dialogue semblables à celles qui existent déjà pour les États-Unis, le Japon et le Canada.

En sa qualité de fournisseur traditionnel de produits laitiers à la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande a négocié des arrangements spéciaux en vue de s'assurer, pour son beurre, un marché garanti au sein de la Communauté élargie.

La coopération avec les pays en voie de développement

La Communauté applique une politique audacieuse vis-à-vis du Tiers monde: l'établissement de nouvelles relations fondées sur les principes d'un traitement égal et équitable. Outre l'aide financière qu'elle lui accorde, elle recherche une coopération économique à long terme. C'est ainsi que tout en respectant les objectifs de ses partenaires du Tiers monde et compte tenu de leur désir de développer leur pays, elle

cherche à allier à leurs ressources sa technologie et son savoir-faire, ses marchés, ses capitaux et ses produits (en particulier agricoles).

Voici les composantes de la politique communautaire de développement:

- régime de préférences généralisées pour les exportations des pays les moins développés;
- aide financière;
- aide alimentaire;
- convention commerciale et d'aide avec 46 pays d'Afrique, des Caraïbes (Antilles) et du Pacifique;
- accords commerciaux avec des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient.

Les préférences généralisées

La Communauté est le premier client du Tiers monde à qui elle achète régulièrement plus qu'elle ne vend. Désireux d'offrir aux pays en voie de développement un accès plus facile sur les marchés de la Communauté, les Neuf ont été, en 1971, les premiers à adopter le régime des préférences généralisées proposé par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (C.N.U.C.E.D.). C'est ainsi qu'ils admettent en franchise des importations de produits manufacturés et semi-finis et certains produits agricoles transformés provenant des pays moins développés. La Communauté n'a cessé d'étendre et d'améliorer ce régime dont bénéficient aujourd'hui plus de 100 pays (plus de 4 millions de dollars d'échanges).

L'aide financière

La Communauté et ses États membres constituent la première source mondiale d'aide aux pays moins développés.

La plus grande partie de l'aide européenne est accordée par les États à titre individuel. En 1973, sept États de la Communauté ont fourni 8.3 milliards de dollars sous forme d'aide gouvernementale et privée, soit 0.93% du produit national brut de la C.E. (Les chiffres concernant l'Irlande et le Luxembourg ne sont pas disponibles.)

En tant que membres de la Communauté, les États administrent — par l'intermédiaire du Fonds européen de développement et de la Banque européenne d'investissement — des programmes d'aide intéressant les pays en voie de développement associés à celle-ci.

Décidant, en 1974, d'étendre son aide financière et technique aux pays non associés, la Communauté s'est d'abord tournée vers les pays en voie de développement les plus pauvres ayant de graves problèmes de balance des paiements dus à la hausse des prix des denrées alimentaires et des matières premières; elle leur a alloué 500 millions de dollars. En 1974, elle a donné une première tranche de 150 millions de dollars. (30 millions allèrent au Fonds d'urgence spécial des Nations Unies; le reste fut versé directement à 17 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.)

L'aide provenant de la Communauté s'est élevée au total à 400 millions de dollars en 1973, dont 294 millions sont allés à des pays liés par des accords commerciaux et d'aide, et 106 millions à d'autres pays.